

Nouveaux médias : une chance pour le Sud

par Jean-Paul RÜTTIMANN,* Villars-sur-Glâne

Les autoroutes de l'information passeront-elles par Ouagadougou ? A l'heure d'Internet, la moitié de l'humanité n'a toujours pas accès au téléphone. Les pays du Sud font figures de parents pauvres de la communication et les médias sont saturés par la culture des pays industrialisés occidentaux. Partant du principe que la communication est vecteur d'instruction et d'identité culturelle, les œuvres d'entraide ont axé leur Campagne œcuménique de Carême 2002 sur le thème «Partager la communication». L'objectif ? Promouvoir l'utilisation des médias (anciens et nouveaux) à l'échelle planétaire et dans les pays du Sud en particulier, avec, pour finalité, le service de la justice et de la solidarité. Les potentiels existent, grâce notamment aux nouvelles techniques de l'information ; ils sont à développer.

La clé du développement des pays du Sud serait trouvée : la technologie moderne et, en particulier, les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTCI). Internet, la digitalisation et les satellites pour en finir avec la pauvreté au XXI^e siècle ? On pourrait qualifier une telle opinion de simpliste si elle n'émanait pas du très sérieux Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), organisme réputé défendre les intérêts des pays du Sud. Pourtant, les ordinateurs cela ne se mange pas, comme l'ont scandé des manifestants anti-mondialistes. Et actuellement seuls 5% de la population mondiale utilisent Internet (dont 88% habitent les pays du Nord). Alors, qui a raison ?

Difficile de trancher, mais il vaut la peine de creuser la question et de dépasser le slogan simpliste de la «fracture numérique». Car les NTCI sont effectivement, comme le constate le PNUD, un «outil sans précédent» qui transforme déjà la donne dans dif-

férents secteurs. Ainsi, Internet élimine les obstacles au savoir en donnant un accès facile aux informations stockées dans les pays du Nord ; il permet aussi aux médias d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine de rayonner en Europe et en Amérique du Nord. Ainsi les autoroutes de l'information donnent à des millions de citoyens du Sud la possibilité de trouver de nouveaux emplois. Ou encore, le développement des moyens de communication facilite la création de réseaux «de base» - donc la participation des citoyens - et renforce leur contrôle sur les gouvernants ; la digitalisation réduit les coûts de production pour le cinéma et la TV et permet ainsi la réalisation de plus d'œuvres authentiques de créateurs du Sud. Plus que de simples vues de l'esprit, ces transformations dues aux NTCI sont déjà la réalité dans de nombreux endroits.

* Journaliste, chargé de cours à l'Université de Fribourg.

Tout d'abord, les NTCI permettent une meilleure diffusion de l'information dans les pays du Sud. Pour avoir travaillé pendant cinq ans en Afrique de l'Ouest, j'ai souvent vainement cherché sur place des informations facilement disponibles en Europe. Aujourd'hui on peut consulter Internet dans les grandes villes du Sud et accéder aux données les plus récentes. Un exemple : les pêcheurs de Villianur, au sud de l'Inde, se servent des informations recueillies par la flotte américaine et diffusées par Internet ; ils connaissent ainsi les endroits et les heures propices pour jeter leurs filets (grâce d'ailleurs à la traduction de ces données en tamoul par la M.S. Swaminathan Research Foundation). Internet ne satisfait donc pas simplement une curiosité intellectuelle : on y trouve beaucoup d'informations précieuses pour moderniser un pays. Et pour faciliter l'accès à cet outil, les pouvoirs publics installent des centres publics où chacun peut faire ses recherches à un prix avantageux.

Evolution positive

Mais les autoroutes peuvent aussi être empruntées dans le sens Sud-Nord. Il était longtemps fastidieux, voire impossible, d'obtenir des informations sur les événements dans les pays du Sud. Aujourd'hui, un simple clic suffit pour trouver l'actualité africaine sur Internet, tant les dépêches d'actualité que les commentaires de différents médias ; ou encore, on peut connaître l'opinion de journalistes chrétiens au Liban sur l'évolution du conflit israélo-palestinien ou apprendre comment les grands journaux argentins commentent la crise dans leur pays.

Autre développement dû aux autoroutes de l'information : elles ont créé des millions d'emplois, notamment en Asie. De nombreuses entreprises américaines - et même des cabinets de médecins - profitent

Sites Internet illustrant cet article

La M.S. Swaminathan Research Foundation : www.mssrf.org

Les dernières dépêches de l'actualité dans tous les pays d'Afrique : fr.allafrica.com

Le choix d'un journal (presque) partout dans le monde : www.presseweb.ch

Un quotidien en Argentine : www.clarin.com et un au Liban www.lorient-lejour.com.lb

Alternatives citoyennes en Tunisie : www.alternatives-citoyennes.sgdg.org

Le Sommet mondial sur la société de l'information : www.itu.int/wsis/brochure-fr.htm

du décalage horaire et du niveau de salaires favorables pour faire exécuter en Inde des travaux d'administration et de comptabilité : leurs données sont traitées en Inde pendant que les Américains dorment, et le résultat leur est livré lorsqu'ils se réveillent ! En gagnant l'équivalent de plus de 500 francs suisses par mois, ces Indiens doublent ou triplent leurs revenus par rapport à leurs emplois précédents.

Ce nouveau secteur d'activité s'ajoute à celui de la création de logiciels : l'Inde en a exporté en 2000 pour une valeur de 6,3 milliards de dollars. Le boom informatique est plus développé dans le sud de l'Inde. Or on constate que dans cette partie de l'immense pays, les villes sont plus sûres et plus propres, qu'elles disposent d'un système social plus performant et que l'éten due des bidonvilles régresse.

Les particularités des NTCI en font encore des armes redoutables dans la main des citoyens actifs. Conçu pour fonctionner en réseau, le Web, par exemple, facilite les réunions virtuelles de citoyens critiques ; la censure et la persécution par des gouvernements autoritaires deviennent plus difficiles. Ainsi, en Tunisie, le régime autocratique de Ben Ali doit faire face aux critiques du groupement Alternatives citoyennes : son site publie périodiquement informations et

opinions «ni dissidentes ni inféodées», qu'on ne trouve pas dans les médias traditionnels contrôlés par le gouvernement.

Ou encore, grâce à la digitalisation, les caméras-vidéos digitales, peu chères et de grande qualité, sont devenues peu encombrantes. Cela a par exemple permis de faire connaître les souffrances des femmes afghanes sous le régime taliban. Il s'est d'ailleurs créé tout un réseau de cinéastes amateurs qui documentent les violations des droits de l'homme à travers le monde et diffusent leurs images. Et une station de TV comme *Al Jazira* joue depuis de longues années un rôle émancipateur dans les pays arabes, où de très nombreux spectateurs captent ses programmes par satellite. Contrairement à la plupart des télévisions arabes, cette station diffuse des informations critiques envers les régimes en place et organise des débats contradictoires sur des sujets brûlants, souvent tabous. Tout cela en dépit des nombreuses protestations de gouvernants arabes, qui cherchent à contrôler les informations destinées à leurs citoyens.

Un tremplin pour la culture

La mise au point de matériel digital a réduit le coût de production de films ou d'émissions de TV de deux tiers. De l'avis d'un expert international de l'audiovisuel, cela permettra maintenant à des personnes qui avaient des idées, mais pas d'argent, de réaliser leur film - notamment dans les pays du Sud. Le secrétaire général du Festival panafricain de cinéma FESPACO, Baba Hama, voit encore d'autres avantages im-



«Kandahar» de Mohsen Makhmalbaf. Le cinéaste a reçu le Prix UNESCO, médaille d'or Fellini, pour son œuvre cinématographique et son engagement en faveur des femmes afghanes.

portants : «Ces nouvelles technologies nous ouvrent des horizons nouveaux et permettront par exemple au cinéma africain d'être présent sur Internet, de conquérir les marchés du DVD, tout en évitant l'écueil de la langue.» En effet, il est facile d'utiliser les huit bandes de son d'un DVD pour produire un film en français, anglais, haoussa, bambara, swahili, etc. Des barrières linguistiques, jusqu'à présent difficiles à franchir entre les différents pays africains, deviennent aisément surmontables. Il en va de même pour la diffusion des films : le transport des bobines de films encombrantes était coûteux et aléatoire en Afrique.

Premier résultat visible : les Africains se mettent à produire leurs propres séries télévisées au lieu d'importer les *Navarro* et les *Derrick*. Actuellement, près de la moitié des programmes de la TV burkinabé sont produits sur place, alors que ce pourcentage ne dépassait guère 10 % il y a quelques années. Le succès de ces séries produites sur place dépasse toute attente, car elles sont basées sur des réalités de tous les jours. Présentée comme le premier feuilleton africain, la série *A nous la vie* de

Toussaint Tiendrébéogo, lancée il y a deux ans sur la télévision burkinabé, a déjà été diffusée par les télévisions de plusieurs autres pays. Et actuellement, pas moins de quatre *sitcoms* font un tabac au Burkina. L'un d'entre eux, *Kadi Jolie*, est l'œuvre du célèbre réalisateur Idrissa Ouedraogo. Il peint la vie moderne dans la capitale du Burkina, jusque dans ses quartiers les plus typiques et les plus authentiques. Et cela, en des épisodes rythmés et colorés, qui ressemblent à des éclats de rire.

Freins et espoirs

Les potentialités existent et sont donc déjà exploitées, mais il est certain que c'est uniquement une toute petite minorité d'habitants du Sud qui en profitent. Actuellement, même si dans plusieurs pays africains le nombre de mobiles téléphoniques dépasse déjà le nombre de raccordements fixes, l'utilisation d'ordinateurs et d'Internet reste le fait d'une infime minorité. Ainsi, un sondage au Burkina Faso montre qu'en 2001, seuls 11 % des journalistes ont utilisé couramment un ordinateur. L'Asie est plus avancée : on n'y parle plus de *computers*, mais de *simputers*, ces nouveaux types de terminaux complètement digitalisés, fondés sur l'image plus que sur le texte et donc facilement utilisables par des villageois analphabètes.

Ce qu'Esope avait dit de la langue s'applique aussi aux nouvelles technologies : elles peuvent être à la fois la pire et la meilleure des choses ! Le risque est grand qu'une large partie de la population des pays du Sud soit laissée de côté, et que donc ces technologies marginalisent encore plus ces peuples. Les autoroutes de l'information seraient dangereuses si elles devenaient des voies à sens unique et qu'elles entraînaient la perte de l'identité culturelle des pays en développement, en favorisant uniquement le modèle occidental.

« Nous devons préconiser des stratégies et mettre sur pied des institutions qui mettent les avantages à la portée de tous », a déclaré M. Juan Somavia, directeur général du Bureau international du travail (BIT). Les efforts dans ce sens portent leurs premiers fruits. L'aide internationale a permis d'accélérer la construction de telles « autoroutes » (surtout sous forme de câbles optiques) sur le continent africain. Dakar espère d'ailleurs devenir une plaque tournante importante pour le transfert de données entre l'Europe et l'Amérique Latine. Les ONG suisses œuvrant dans le Sud profitent de ces liaisons pour communiquer beaucoup plus facilement - et à un tarif avantageux - avec leurs homologues en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine.

Parmi les espoirs solides que les nouvelles technologies contribuent à un développement véritable, on peut citer les préparatifs pour le Sommet mondial sur la société de l'information, qui se tiendra en décembre 2003, à Genève. L'Union internationale des télécommunications (UIT), soutenue notamment par la Suisse, a décidé de rompre avec la forme traditionnelle de ces conférences en y associant à part entière la société civile, particulièrement les ONG.

N'oublions pas, à l'origine de la création d'Internet il y avait aussi la volonté des militaires américains de créer un réseau de communication décentralisé. Et la décentralisation du réseau donne aujourd'hui une force formidable aux mouvements de base qui utilisent cet outil. Aider à construire l'infrastructure nécessaire peut donc aussi contribuer à renforcer la base contre les puissants qui essaient d'imposer des solutions d'en haut.

Sans méconnaître les risques, il me paraît indiqué de permettre aux femmes et aux hommes du Sud de se servir de la « langue » de communication moderne. Et d'en faire le meilleur...

J.-P. R.